

Désastreuses conséquences de la prolifération des armes au Nord-Kivu

La circulation des armes légères et petit calibre (ALPC) demeure un problème majeur dans le Territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), car elle alimente de graves violations des droits humains.

En effet, depuis le mois d'avril, les FARDC font face aux rebelles du M23 et cette situation a créé un climat d'insécurité dans ce territoire.

En date du 8 juillet 2012, après la chute de Bunagana et Ntamugenga, localités prises par des éléments rebelles, les FARDC ont quitté Rutshuru-centre et la localité voisine de Kiwanja pour se replier vers Rwindi (dans le Parc national des Virunga), abandonnant ainsi beaucoup d'armes et munitions, au profit des rebelles et de bandits armés.

A partir du 9 juillet, des moniteurs de l'Union des Familles pour la Recherche de la Paix (UFAREP) et de l'Initiative pour la Promotion de la Paix, Réconciliation et Développement (IPARDE) ont été déployés sur terrain en vue d'évaluer le taux de la circulation des ALPC après le retrait des forces loyalistes.

Selon leur rapport, il serait difficile aujourd'hui de faire des estimations sur les ALPC restés dans la brousse et aux mains des civils durant l'avancée des rebelles vers Rutshuru-centre et Kiwanja. Néanmoins, selon les témoignages recueillis auprès de la population, beaucoup d'armes seraient abandonnées par les militaires loyalistes dans la brousse et même dans des quartiers, ce qui justifierait, selon elle, l'activisme des bandits armés. Ces moniteurs ont affirmé même avoir rencontré certaines personnes ayant ramassé des armes et les ayant déposées à la base du contingent indien de la MONUSCO. De plus, des armes ont été retrouvées dans les mains de civils, comme ce fut le cas dans la localité de Rubare, en date du 10 juillet 2012, à plus ou moins 12 kilomètres de Rutshuru-centre où la population a récupéré quatre armes aux mains de jeunes de cette localité. Un des jeunes a même été brûlé vif par la population en colère.

Concernant les conséquences, elles sont déjà visibles eu égard aux violations graves de droits humains déjà enregistrées notamment l'augmentation du taux des tueries, des viols, des coupures de routes, des pillages nocturnes et diurnes,...

Plus 30 de cas ont été documentés et rapportés par nos moniteurs mais à titre illustratif, dans la nuit du 19 au 20 juillet, quatre résidents du village de Kiringa, dans le groupement de Busanza, dénommés Baseme, Albert Subwanone, Baseme Minkenke et Ruhara Munyampeta et âgés entre 30 et 46 ans ont été tués par quatre bandits armés. Les rescapés du drame ayant identifié un des bandits, ce dernier a été abattu à son tour par la population au niveau de la cité de Kiwanja en date du 23 juillet.

En tant qu'acteurs dans la lutte contre la prolifération des ALPC dans le Territoire de Rutshuru, nous pensons que le rétablissement d'un minimum de l'ordre et de sécurité est un complément vital et permettra d'envisager une collecte de ces armes aux mains des civils et disséminées dans la brousse.

IPARDE et UFAREP, 10 août 2012